
La contribution des PME à la croissance économique hors hydrocarbures en Algérie

Dr. Bouchikhi Mohamed Rédha
université Mustapha Stambouli, Algeria
laboratoire : PME recherche et innovation
E-mail: rbouchikhi2@gmail.com

Doctorante. Rahmani Mira Karima
université Mustapha Stambouli , Algeria
E-mail: mkrahmani88@gmail.com

Dr .Ghrissi Larbi
université Mustapha Stambouli, Algeria
E-mail: Larbi.ghrissi@gmail.com

Abstract :

The Algerian economy has undergone a series of reforms to develop and become independent of the hydrocarbon sector. Among of these reforms the law 01-18 of December 12 ,2001 on the promotion of small and medium enterprises, since the Algerian state strengthened its efforts to assist in the creation and development of SMEs.

This study aims to measure the contribution of SMEs to Algerian economy evaluate their impacts on different factors of economic growth, by using multiple regression in period 2001 to 2013

Keywords: SME, economic growth, jobs in SME, economic growth outside hydrocarbons.

Préambule :

Tout les pays du monde vise à garantir le bien être des citoyens en améliorant leur niveau de vie, sauf que le bien-être n'est pas chiffrable avec précision, mais Il existe des indicateurs numériques qui permettent de mesurer les différentes composantes qui reflètent le bien-être, parmi ces indicateur la croissance économique.

Malgré qu'il soit convenu que la croissance est une affaire de long terme dont les déterminants sont structurels comme le progrès technique, les règles ou les institutions qui le stimulent. Et pourtant, la croissance est le fruit d'une succession d'événements de court terme¹. Le rôle de l'état est indispensable dans le choix des politiques qu'il adopte. L'Algérie a opté pour la relance économique du secteur hors hydrocarbures qui s'est traduit par une série de reformes pour la mise à niveau et la promotion des PME.²

¹ Napoletano M, Gaffard JL, (2010), « Performances et politiques de croissance ,un éclairage empirique à partir d'une étude de l'effet de la taille des pays et nouvelles réflexions théoriques », revue de l'ofce N° 112, janvier .

² Loi n° 01-18 du 27 Ramadhan 1422 correspondant au 12 décembre 2001 portant loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise (PME).

Cette stratégie adoptée par l'état Algérien semble logique vue les changements radicaux que l'économie Algérienne a connue comme le fait d'adopter l'économie de marché¹. En effet, les PME sont considérées comme l'une des forces principales du développement économique en raison de leur contribution à la création de richesse et d'emplois². Pourtant, elles ne peuvent pas générer des économies d'échelle, c'est pour cela que les politiques gouvernementales en Algérie visant à réduire les coûts de transaction, et sont en faveur de la création d'externalités positives pour pouvoir stimuler la croissance des PME³, qui se sont accentuée depuis la promulgation de ladite loi.

Problématique :

Vue l'ampleur de l'importance porté à l'égard des PME en Algérie et tous les dispositifs mis en place pour les promouvoir, dans le but de diversifier l'économie et d'être de plus en plus indépendant du secteur hors hydrocarbures, nous retiendrons la problématique suivante :

- Quel impact les PME ont-elles sur la croissance économique hors hydrocarbures ?

Pour y répondre, on a divisé cet article en trois parties, la première est consacrée à la réalité des PME en Algérie, la deuxième sur la croissance économique, et la troisième partie à l'étude empirique.

1. Réalités sur les PME en Algérie : Critères de classification des PME :⁴

Bien qu'il existe plusieurs critères pour regrouper les entreprises dans le monde que se soit par l'effectif, le chiffre d'affaire ...etc. L'Algérie a opté pour la définition de l'Union Européenne. Cette reprise est définie par la loi N° : 01/18 du 12 Décembre 2001 portant sur la promotion de la petite et la moyenne entreprise (PME)

Par le biais de cette loi la PME est définie comme une entreprise qui remplit les critères suivants :

- une entreprise ayant un statut juridique d'entreprise de production, de biens ou de services.
- emploi de 1 à 250 personnes.
- le chiffre d'affaire annuel n'excède pas 2Miliards de Dinars, ou le total du bilan annule ne dépasse pas 500 millions de Dinars.
- respect les critères d'Indépendance

La moyenne, petite et très petite entreprise sont définies comme suit :

¹ Youcefi R, Hadjar A, Berraho H, (2013), « évaluation de la mise à niveau des PME en Algérie », communication du colloque international évaluation des programmes d'investissement publique 2001-2014 et leurs retombés sur l'emploi, l'investissement, et la croissance économique, université Sétif.

² L'evratto N, (2009), « Les propriétaires dirigeants de PME face à la croissance par le biais de l'internationalisation: une question d'attitude ? », communication du colloque international l'entreprise et la PME algérienne face au défi de la mondialisation: enseignement des entreprises internationales, mars .

³ Caner S, (2012), « *The Role of Small and Medium Size Enterprises in Economic Development* », HSE Conference, Moscow.

⁴ Journal officiel de la république Algérienne N°77 du 15 Décembre 2001 ,30Ramadhan 1422.

Tableau N° :01 La moyenne, petite et très petite entreprise selon 01/18 du 12 Décembre 2001

Taille	Emploi	Chiffre d'affaire	Total du bilan
Moyenne	50 à 250	200 millions de DA à 2 milliard de DA	100 millions à 500 millions
Petite	10 à 49	moins de 200 millions de DA	moins de 100 millions de DA
Très petite	1 à 9	moins de 20 millions de DA	moins de 10 millions de DA

Source : Journal officiel de la république Algérienne N°77 du 15 Décembre 2001 ,30Ramadhan 1422.

1.1 L'évolution des PME en Algérie :

Depuis l'indépendance l'Algérie a mis en œuvre une série de réformes pour lancer son économie. Ces étapes sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Tableau N° :02 les étapes de la mise à niveau des PME Algérienne.

L'année	L'évènement
1982	Lancement d'un nouvel organisme pour investissement dans l'économie par le décret 82/11 du 21/02/1982
1983	Création d'un comité pour l'orientation, le suivie, et la coordination pour les investissements privés
1987	L'ouverture de la chambre nationale du commerce
1988	Début des réformes, l'adoption de l'économie de marché
1990	L'émission de la loi sur la monnaie et de prêt
1993	Promotion des investissements par le décret 93/12 du 05/10/1993
1994	Création du ministère des PME
1995	Début de libération du commerce et encouragement de la privatisation
2001	Promulgation de la loi d'orientation N°18/2002 qui contient la loi de la promotion des PME
2002	L'intégration des productions artisanales au secteur des PME
2002	Décret exécutif N°373/2002 du 11/11/2002 pour la création d'une caisse de garanties pour les crédits bancaires adressés aux PME
2003	Création d'un programme pour l'information économique concernant les PME
2003	L'ouverture des bureaux régionaux pour réhabilitation des PME
2004	Organisation de sessions nationales pour les PME 14-15/01/2004

2005	Création de de l'ANDI
2005-2009	L'état a consacré un montant de 4 milliards de dinars pour le développement des industries artisanales en régions rurales et les études pour la création de musées des fabrications artisanales et traditionnels

Source :¹ قعيد أبراهيم, 2009

2. Le concept de la croissance économique.

2.1 Définition de la croissance économique :

La croissance économique est un phénomène quantitatif auquel les économistes se sont intéressés dans les années 30², et qui est l'une des étapes du cycle économique. Ce dernier se distingue par quatre phases successives avec la phase d'expansion, la crise, la récession et enfin la reprise qui débouche sur la phase de croissance du cycle suivant.

La croissance est définie comme :

- l'augmentation du revenu réel d'un pays au cours d'une certaine période de temps.³
- L'accroissement durable de la production globale d'une économie⁴

2.2 Les facteurs influant sur la croissance économique

2.2.1 Les politiques macroéconomiques :

Les politiques macroéconomiques Algérienne souffrent d'un manque de coordination en particulier les politiques budgétaires. Elles ne sont pas complémentaires, donc même si les principaux facteurs de la croissance économique (Travail, Capital, Technologie) étaient performants, la croissance peut être anéantie par d'autres facteurs, comme en témoigne la fragilité macroéconomique des dernières années que l'on peut attribuer à l'instabilité politiques, et ce malgré les efforts de l'Etat pour maintenir la croissance.⁵

a- Les politiques budgétaires : le budget de l'Algérie dépend des recettes de la fiscalité des recettes pétrolières. En 2007, elles représentaient plus de 93 % de la recette total. On a remarqué qu'il y'avait une forte progression des recettes des hydrocarbures. Les dépenses totales ont considérablement augmenté (384.9 Millions de dinars Algérien ce qui représentaient 41.2% du PIB) mais malgré cela, le déficit primaire hors hydrocarbures a subsisté.⁶ En 2013, les dépenses auraient été couvertes par 56% des recettes pétrolières, sauf que la modernisation en matière de gestion budgétaire, devait améliorer le suivi des dépenses et permettre un meilleur suivi des projets ainsi qu'une meilleure maîtrise des couts et cela afin d'améliorer le niveau d'absorption budgétaire et l'efficacité des dépenses. D'une autre

¹ قعيد أبراهيم, فرع تسيير المؤسسات الصغيرة و المتوسطة, دور الترويج في أنجاح السياسات التسويقية في المؤسسات الصغيرة و المتوسطة, دراسة حالة مؤسسة روائح الورود-الوادي, مذكرة مقدمة لنيل شهادة الماجستير, جامعة قاصدي مرباح, ورقلة, 2009, ص 32.
² رنان مختار, التجارة الدولية و دورها في النمو الإقتصادي, منشورات الحياة, الجزائر, الطبعة الأولى, 2009

³ . Blanchard O, Cohin D, (2001), Macroéconomie, Pearson Education , Paris, P77

⁴ Capul JY , Garnier O,(2011), Dictionnaire d' économie et de sciences sociales, Hatier.

⁵ Elyas S, Yagoub M, (2013), « Politique budgétaires et la croissance économique en Algérie 1998-2013 » ; communication du colloque international évaluation des programmes d'investissement publique 2001-2014 et leurs retombés sur l'emploi, l'investissement, et la croissance économique , université Sétif 1,2013

⁶ OCDE, Perspectives économiques en Algérie , 2008,page6.

manière, on constate que les perspectives économiques financières du pays progressent mais à moyen terme elles dépendent toujours des prix des hydrocarbures.¹

b- Politique monétaire :

- Les principaux soucis de la banque d'Algérie restent concentrés sur le contrôle de la masse monétaire, la maîtrise du taux de change et de l'inflation.
- On note que l'inflation a baissé de 8.9% à 3.3% entre 2012 et 2013 à 3.3%. Cette baisse est due à l'intervention de la Banque d'Algérie qui a introduit un instrument de politique monétaire qui a permis la reprise de la liquidité à 6 mois à un taux de rémunération de 1.5% pour 2014, ce qui a conduit à un surchauffe de l'inflation à 4.2% en 2014.
- Pour le taux de change flottant contrôlé, on note qu'en 2013 il y'a eu une dépréciation du dinar Algérien de 2.3% par rapport au dollar Américain avec un taux de change de 79.4DZD/USD fin 2013 contre 77.6DZD/USD à la fin 2012.
- L'expansion monétaire en 2013 est due à la hausse des crédits à l'économie ce qui se reflète sur le développement et les investissements à long terme.

En général, la stabilité macroéconomique est un objectif primordial pour la Banque d'Algérie. Elle a appliqué une politique monétaire où elle a utilisé des instruments de résorption d'excès de liquidité pour réduire l'inflation. Sauf que pour réussir à la réduire efficacement, il faut faire appel à d'autres politiques économiques plus structurelles et prendre des mesures plus fiables afin de maîtriser le secteur informel et la sortie illégale des marchandises par les frontières ,ce qui a engendré une poussée inflationniste et un manque à gagner pour le trésor dans la mesure où les transactions sont financées par un financement parallèle, qui est à l'origine d'une pénurie de marchandises.²

2.2.2 Les infrastructures économiques :

Actuellement, on remarque une modernisation et une concurrence dans les infrastructures de base et les activités de transport en Algérie. Etant donné que pour améliorer le développement humain qui est un élément essentiel du développement durable, il faut améliorer les infrastructures sociales. Notre pays compte 107000Km de route (72% sont revêtues) 4949Km de voies ferrés, 10 ports commerciaux le long de la cote, 11 aéroports internationaux et 22 aéroports nationaux.³ L'Algérie espère à travers un double plan investissement budgétaire et assainissement de l'environnement économique de réduire la vulnérabilité structurelle et améliorer l'attractivité pour les investissements privés.⁴ Malgré que l'Algérie jouit d'un parc appréciable, mais des goulets d'étranglement d'ordre institutionnel et réglementaire, présent sur les ports, les routes et le transport urbain, freinent la croissance. La rentabilité économique des infrastructures ferroviaires et aéroportuaires.

¹ OCDE,BAFD, PNUD, perspectives économique en Afrique, 2014page 06 Perspectives économiques en Algérie , 2008,page6.

¹ OCDE,BAFD, PNUD, perspectives économique en Afrique, 2014page 06

² OCDE,BAFD, PNUD, perspectives économique en Afrique, 2014, p06

³ Achour Y, (2014), « Analyse de la croissance économique en Algérie », thèse de doctorat, université de Telemcen,p40.

⁴ Ben Abdellah Y , (2008), « le développement des infrastructures en Algérie », colloque international sur l'émergence et l'ouverture en méditerrané, Rabat ,Maroc.

2.2.3 Le capital humain :

D'après le dernier rapport du Programme des Nations Unies pour le développement PNUD sur le développement humain, l'Algérie est classée parmi les 10 nations ayant réalisé les plus grandes avancées en matière d'indice de développement humain depuis 1970. On note 75 ans pour l'espérance de vie à la naissance. Le taux total d'alphabétisation des adultes est de 73%. Le RNB par habitants de 8,370USD, on note aussi que l'indice de développement humain IDH est de 0,713 ce qui permet à l'Algérie de se classer 93^{ème} sur 186 pays.¹

Malgré cela l'Algérie souffre d'une inefficacité de compétences et cela ressort du manque de gestion des ressources humaines.² En 2007, plus d'un quart des micros entreprises ne tenaient aucune comptabilité, deux tiers n'étaient pas immatriculées et ne payaient pas d'impôts. Trois quart n'étaient pas affiliées à la sécurité sociale, donc l'emploi informel en Algérie n'est pas dans l'intérêt de la croissance économique.³

En général on peut dire que pour maintenir un certain niveau de croissance, il faut s'appuyer sur le capital humain.

3. Etude empirique :

Le modèle qu'on a pris comme référence est celui élaboré en 2004 par Gebremeskel H. Gebremariam Tesfa G. Gebremedhin, and Randall W. Jackson, intitulée «the role of small business in economic growth and poverty alleviation in West Virginia: An empirical analysis».

La méthodologie employée reprend une analyse macroéconomique montrant les liens entre le développement de la petite et moyenne entreprise, la croissance économique et l'incidence de la pauvreté en Virginie-Occidentale. L'objectif était d'étudier l'impact des petites et moyennes entreprises sur le taux de croissance économique et sur l'incidence de la pauvreté, tout en contrôlant simultanément d'autres facteurs macro-économiques affectant la croissance économique et le niveau de pauvreté.

Etant donné que le principal objectif de notre étude est de connaître quel est l'impact des PME sur le taux de croissance ? nous avons retenu que la première équation compte tenu du fait, que nous avons décidé de prendre la croissance hors hydrocarbure, tout en contrôlant simultanément les autres facteurs macroéconomiques.

3.1 Variables et Sources de données :

Les aides publiques au développement engendrent la création de nouvelles entreprises. Ces nouvelles entreprises conduisent à la création de nouveaux emplois, ce qui conduit à l'augmentation du PIB et à la réduction du chômage.

Nous avons ajouté au modèle de référence une nouvelle variable qui concerne la valeur ajoutée créée par les PME étant donné que cette valeur ajoutée contribue au PIB. En se référant au modèle de base, nous avons aussi utilisé l'inflation et l'indice des prix à la consommation comme variables de contrôle. Pour évaluer ces relations, nous avons procédé à une régression

¹ Rapport du PNUD sur l'Algérie, 2014.

² Morana J, Brahimi F, Boulet D, Teulon F, (2014), « compétences de la main-d'œuvre local en Algérie », working paper 247 business school.

³ Adair P, Bellache Y, (2012), « emploi et secteur informel en Algérie », Région et développement N°35.

multiple par en utilisant le logiciel Eviews 08 .le modèle économétrique pour l'Algérie s'écrit comme suit :

$$CROISHH = \alpha + \beta_1 APD + \beta_2 CHOM + \beta_3 EMPLOI + \beta_4 INF + \beta_5 PME + \beta_6 PRIX + \beta_7 VAPME$$

- Les données ont été essentiellement reprises à partir des données de la banque mondiale, des publications du ministère de l'industrie et de la petite et moyenne entreprise, et des publications de L'ONS « Office national des statistiques ».
- CROISHH : croissance hors hydrocarbures, calculée à partir des parts des différents secteurs hors hydrocarbures du PIB (agriculture, BTPH, industrie hors hydrocarbure, transport , communication, services, et commerce).¹

$$CROISHH = \frac{PIBhh_t - PIBhh_{t-1}}{PIBhh_{t-1}}, \text{ avec } PIBhh : \text{ PIB hors hydrocarbures}$$

- APD : l'aide publique au développement par habitant représente les décaissements de prêts à des conditions concessionnelles pour promouvoir le développement économique et le bien-être dans le pays.
- CHOM : Taux de chômage, il représente le pourcentage des chômeurs dans la population active.
- EMPLOI : les emplois créés par les PME, c'est –à dire que c'est le nombre d'emplois que la croissance des PME ou la création de nouvelles PME génèrent.
- INF : taux d'inflation. L'inflation est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix.
- PME : nombre de PME créées ; Il s'agit des nouvelles PME enregistrées chaque année.
- PRIX : indice des prix à la consommation. Il mesure l'évolution des prix d'un panier de biens et services acquis par les ménages et représentatifs de leurs habitudes de consommation.
- VA : valeur ajoutée par les PME. Cet indicateur mesure la richesse créée par les PME .

3.2 L'interprétation des résultats :

- Stationnarité des variables

Les résultats de l'analyse de la stationnarité relative aux variables du modèle sont résumés dans le tableau suivant:

Tableau N°03: teste de stationnarité

Variable	Niveau	Signification
Logcroisshh	1 st	0.0130
Logapd	1 st	0.0179
Logchom	2 nd	0.0106
Logemploi	1 st	0.0168
Loginf	1 st	0.0031
Logpme	2 nd	0.0039

¹ La croissance économique hors hydrocarbure a été calculée à partir des s économiques publiés par l'ONS « rétrospective 1962-2011 » et pour les années 2012 et 2013 on les a pris des publications direction général du trésor, publication des services économiques, indicateurs économique financier et économique de l'Algérie 2013, site web : www.tresor.economie.gouv.fr

Lien : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/File/392408>

Logprix	2 nd	0.0213
Logvapme	2 nd	0.0374

Source : effectué à partir des résultats du traitement de données par evIEWS

Nous remarquons que les variables logcroissHH, logapd, logemploi, loginf, sont stationnaires dans le deuxième niveau tandis que les variables logchom, logpme, logprix, logvapme le sont au troisième niveau, cela pourrait s'expliquer par le fait qu'il faut du temps pour que les PME obtiennent un rendement. Nous avons introduit le logarithme pour rendre les variables linéaires, comme dans le modèle de référence.

- Estimation de l'équation

En utilisant le modèle de régression multiple, avec le logiciel EvIEWS 08, on obtient l'équation suivante :

$$LOGCROISSHH = 8.33 + 0.724*LOGAPD - 1.24*LOGCHOM - 0.89*LOGEMPLOI + 0.05*LOGINF + 0.39*LOGPME - 1.99*LOGPRIX + 0.91*LOGVAPME$$

- R² est égale à 0.929684, il se rapproche de 1, ainsi que F-statistique il est égale à 0.012. Il est inférieur à 5% ce qui signifie que le modèle est robuste statistiquement
- R² ajusté est égale à 0.83. Cela veut dire que 83% des variables expliquent la croissance hors hydrocarbures et 17% sont expliqués par d'autres facteurs.
- Une augmentation des aides publiques au développement de 1% conduit à l'augmentation de la croissance de 0.72. Cela est expliqué par le fait que ces aides publiques sont en majorité destinées à la création, la mise à niveau et la promotion des PME. Donc ces dépenses faites par l'Etat ont un rendement qui se manifeste par l'effet positif sur la croissance statistiquement. Cette valeur est significative (prob= 0.0350 < 0.05).
- la réduction du chômage de 1% conduit à augmentation de la croissance économique hors hydrocarbure de 1.24, étant donné que l'insertion des chômeurs à la vie active engendre une augmentation du revenu national, et par conséquent elle a un effet positif sur la croissance. Cette valeur est statistiquement significative à 0.14%.
- l'augmentation de l'emploi par 1% conduit à une baisse de la croissance hors hydrocarbure de 0.89. Cela paraît illogique, sauf que pour le cas en Algérie, on peut l'attribuer au fait que l'Algérie a mis en œuvre des dispositifs pour la lutte contre le chômage, comme par exemple les contrats de l'ANEM et la DAS. Les jeunes sont déclarés comme employés dans les entreprises sans qu'ils aient à travailler étant donné que c'est l'Etat qui paye leurs salaires et donc ils ne contribuent pas à la productivité, dans la mesure qu'il s'agit des charges de plus pour l'Etat sans rendement. Cela s'explique par le fait que le coefficient de l'emploi soit négatif malgré que cette valeur ne soit pas significative statistiquement (prob=0.2), sauf qu'il ne faut pas la négliger.
- Si la création d'entreprise augmente de 1% cela conduit à la hausse de la croissance hors hydrocarbures de 0.39, cela paraît logique vu que les entreprises ont des charges à payer envers l'Etat comme par exemple les impôts. Cependant cette valeur reste faible cela pourrait être du au double effet qu'on a évoqué puisqu'à chaque entreprise créée, de nouveaux postes emplois sont créés. Donc, on s'aperçoit que la création de nouvelles entreprises a un effet sur plusieurs dimensions, c'est-à-dire qu'elles créent des emplois et cela réduit le chômage, sauf que comme on vient de l'expliquer le chômage a un effet positif sur la croissance et la création d'emploi a un effet négatif et au final tout mène au

fait que la création de PME a un impact positif sur la croissance. Cette valeur est significative statistiquement à 5% (prob=0.0236), sauf qu'elle reste loin des espérances attendu en comparant avec les aides apportés à la création de ces PME. Le rendement est plus tôt faible, aussi cela pourrait être justifié par le fait que ces PME ne sont qu'au début de leur cycle de vie et qu'il faut du temps pour qu'elles évoluent.

- Quand la valeur ajoutée des PME augmente de 1% cela conduit à augmentation de la croissance hors hydrocarbure de 0.91 étant donné que cette valeur ajoutée contribue directement au PIB hors hydrocarbures, malgré que cette valeur n'est pas significative statistiquement (prob=0.28) sauf qu'économiquement elle n'est pas négligeable.
- le coefficient de l'inflation n'est pas significatif (prob= 0.5746) ainsi que celui de l'indice des prix à la consommation (prob =0.2504). Ils ont été utilisés comme stabilisateurs dans le modèle.

Testes statistiques et interprétation

Le test de Durbin Watson :

Le test de Durbin Watson (DW) vise à détecter la présence ou l'absence de l'autocorrélation d'ordre 1 des résidus. Ce test revient à examiner si la valeur DW calculée s'écarte suffisamment vers 0 ou vers 4, pour renoncer à l'hypothèse d'indépendance des aléas au niveau de risque choisi. La statistique de DW est donnée directement dans le tableau des résultats. Pour mieux interpréter et analyser cette statistique, nous consultons la table de DW.

On teste l'hypothèse :

H_0 : il n'y a pas d'auto corrélation positive des résidus

H_1 : il y a une auto corrélation positive des résidus (une erreur positive succède à une erreur positive)

Pour un nombre de variables égale à 8, la taille de l'échantillon est égale à 13 et le seuil de signification de 5% permet d'obtenir une valeur de DW tabulé :

$d_1 = 0.25$

$d_2 = 2.98$

La statistique DW est égale à 2.70, elle supérieure e à 0.25, donc on accepte l'hypothèse nulle H_0

Donc, Sur le plan statistique tous les paramètres. Le coefficient de détermination et la statistique de Durbin Watson montre qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs.

En ce qui concerne Analyse de la variance et qualité d'ajustement, elles peuvent être mesurées par le coefficient de détermination R^2 . Elles donnent le pourcentage de la variance totale de logcroisshh expliquée par le modèle.

Les coefficients de régression sont significatifs puisque la valeur du R-squared est élevée. Le coefficient de détermination $R^2 = 0.929684$, « R- squared » indique le pourcentage de la variation totale de la variable dépendante qui est expliquée par les variables indépendantes de l'équation ou fonction de comportement du modèle. Cette statistique est comprise dans l'intervalle [0,1]. Une valeur proche de 1 indique que la qualité d'ajustement est bonne dans la mesure où la part de la variance de logcroisshh expliqué par le modèle est élevé.

Test d'hétéroscédasticité :

Une des hypothèses clés des modèles linéaires est l'hypothèse d'homoscédasticité, c'est-à-dire, les résidus (termes d'erreur) du modèle ont la même variance.

A ce niveau, on vérifie si les erreurs conservent une variance constante tout au long de la période.

Tableau N° :04 résultats du Test d'heterocédasticité

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

F-statistic	4.532167	Prob. F(7,5)	0.0577
Obs*R-squared	11.23010	Prob. Chi-Square(7)	0.1289
Scaled explained SS	1.346687	Prob. Chi-Square(7)	0.9871

Source : résultat obtenue par eviews.

La probabilité du test 0.1289, elle est supérieure à 5%, ce qui veut dire qu'on accepte l'hypothèse nulle d'homocédasticité des résidus ou termes d'erreurs.

La spécification du modèle à correction d'erreur est donc valider.

- Test de normalité Le test de Jarque et Berra permet de vérifier la normalité d'une distribution statistique.

Diagramme N°01

Résultat du teste de normalité

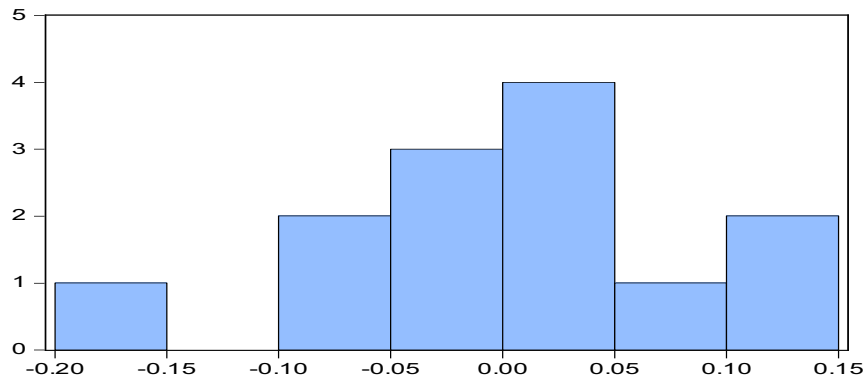


tableau N°05

Series: Residuals	
Sample 2001 2013	
Observations 13	
Mean	-4.08e-16
Median	0.022931
Maximum	0.108906
Minimum	-0.154386
Std. Dev.	0.074446
Skewness	-0.359907
Kurtosis	2.621287
Jarque-Bera	0.358343
Probability	0.835962

Source : résultat obtenu à partir d'eviews

Dans le tableau de droite, nous avons les trois statistiques :

Skewness, Kurtosis et Jarque- Bera

- Le Jarque- Bera a une probabilité de 0,835962 qui est supérieure à 5%, ce qui implique qu'on accepte l'hypothèse nulle de normalité des termes d'erreurs ou résidus.
- Le skewness est une mesure de l'asymétrie de la distribution de la série autour de sa moyenne. Pour une loi normale, le coefficient de skewness - ou coefficient d'asymétrie- est égale à zéro et le moment est d'ordre 3. Le skewness négative (-0.359907) signifie que la distribution à une queue allongée vers la gauche.
- Le kurtosis ou le coefficient d'aplatissement mesure le caractère pointu ou plat de la distribution de la série. Le coefficient de kurtosis ou coefficient d'aplatissement vaut 3. La statistique de kurtosis égale à 2.621287 est inférieure à 3, la Répartition de la courbe est aplatie à la normale.

Conclusion :

L'entreprise Algérienne est passée par plusieurs réformes depuis l'indépendance. Après son passage caractérisée une économie entièrement dominée par une emprise publique, l'économie Algérienne s'est rapproché des institutions de Bretton Woods afin de conclure un accord d'ajustement. Une faible partie d'entreprises algériennes a ensuite connu la privatisation pour que ce dernier soit un processus inachevé. Cette stratégie n'a pas eu les résultats escomptés. Le fonctionnement de l'économie Algérienne repose sur le secteur des hydrocarbures. Les autres secteurs sont de plus en plus délaissés notamment le secteur de l'agriculture, l'industrie hors hydrocarbures.

L'Algérie vise à rééquilibrer les variables macroéconomiques fondamentaux, et aussi assurer une croissance économique durable. L'état Algérien a décidé de mettre à niveau et promouvoir les PME. Pour y arriver des sommes colossales étaient réservées à cela. Le gouvernement a mis en place des dispositifs d'aide à la création des PME pour pouvoir, diversifier l'économie et ne pas se reposer sur un seul secteur, surtout après avoir conclu l'accord d'association avec l'union européenne. La mise à niveau des PME est devenue indispensable, car l'Algérie doit être en mesure de produire des biens et services capables de faire face à la concurrence des produits étrangers.

Tous ces efforts effectués par l'Etat sont dans le but de maintenir la croissance économique, étant donné que les PME sont considérées comme moteur de développement économique. Elles ont un impact sur plusieurs facteurs qui contribuent directement ou indirectement à la croissance économique. On note que, depuis que le nombre des PME a évolué en l'Algérie, le taux de chômage est en baisse, même que la création de nouveaux emplois assure le maintien du bien être de la population qui contribue à son tour à la croissance.

Pour tenter de répondre à notre problématique, nous avons procédé dans un premier temps à une analyse de l'évolution des différentes variables qui mesurent la contribution des PME à la croissance hors hydrocarbure, ensuite nous avons procédé à une étude économétrique à travers laquelle, on a effectué une estimation en utilisant la régression multiple. On est arrivé à mesurer l'apport des PME à la croissance économique hors hydrocarbures.

Nous sommes parvenus aux résultats suivants :

- les résultats obtenus à travers les efforts de l'Etat pour diversifier le secteur hors hydrocarbures restent faibles, étant donné que la mise à niveau des PME a connu des contraintes.
- Mais malgré cela les PME font partie du processus de la croissance économique étant donné qu'elles sont le déclencheur de cette croissance.
- Enfin, l'impact des PME sur la croissance est positif.

Donc en général, les PME ont un effet positif sur la croissance économique sauf que l'Etat doit coordonner entre les différentes institutions mises en place pour la relance économique pour que cette croissance évolue plus, et pour qu'elle soit durable.

Bibliographie :

Livres en français :

- Capul JY , Garnier O,(2011), Dictionnaire d' économie et de sciences sociales, Hatier.
- Articles, revues et rapports en français :
- Achour Y, (2014), « Analyse de la croissance économique en Algérie », thèse de doctorat, université de Telemcen.
- Adair P, Bellache Y, (2012), « emploi et secteur informel en Algérie », Région et développement N°35.
- Ben Abdellah Y , (2008), « le développement des infrastructures en Algérie », colloque international sur l'émergence et l'ouverture en méditerrané, Rabat ,Maroc.
- Blanchard O, Cohin D, (2001), Macroéconomie, Pearson Education , Paris.
- Boarini R, Johansson A , Mira M, (2006), « les indicateurs alternatifs du bien être », cahier statistique N°11, OCDE, Septembre.
- Caner S, (2012), «*The Role of Small and Medium Size Enterprises in Economic Development*», HSE Conference, Moscow.
- Elyas S, Yagoub M, (2013), « Politique budgétaires et la croissance économique en Algérie 1998-2013 » ; communication du colloque international évaluation des programmes d'investissement publique 2001-2014 et leurs retombés sur l'emploi, l'investissement, et la croissance économique , université Sétif 1,2013
- Journal officiel de la république Algérienne N°77 du 15 Décembre 2001 ,30Ramadhan 1422.
- Levratto N, (2009), « Les propriétaires dirigeants de PME face à la croissance par le biais de l'internationalisation: une question d'attitude ? », communication du colloque international l'entreprise et la PME algérienne face au défi de la mondialisation: enseignement des entreprises internationales, mars .
- Loi n° 01-18 du 27 Ramadhan 1422 correspondant au 12 décembre 2001 portant loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise (PME).
- Morana J, Brahim F, Boulet D, Teulon F , (2014), « compétences de la main-d'œuvre local en Algérie »,working paper 247 buisness schcool.
- Napoletano M, Gaffard JL, (2010), « « Performances et politiques de croissance ,un éclairage empirique à partir d'une étude de l'effet de la taille des pays et nouvelles réflexions théoriques », revue de l'ofce N° 112, janvier .
- OCDE, (2008), Perspectives économiques en Algérie.
- OCDE,BAFD, PNUD, (2014),perspectives économique en Afrique, 2014page 06
- Rapport du PNUD sur l'Algérie,2014
- Youcefi R, Hadjar A, Berraho H, (2013), « évaluation de la mise à niveau des PME en Algérie », communication du colloque international évaluation des programmes d'investissement publique 2001-2014 et leurs retombés sur l'emploi, l'investissement, et la croissance économique , université Sétif .

● المنشورات و المجلات باللغة العربية:

- رنان مختار, التجارة الدولية و دورها في النمو الإقتصادي, منشورات الحياة, الجزائر, الطبعة الأولى, 2009
- قعيد أبراهيم, فرع تسيير المؤسسات الصغيرة و المتوسطة, دور الترويج في أنجاح السياسات التسويقية في المؤسسات الصغيرة و المتوسطة , دراسة حالة مؤسسة روائح الورود-الوادي , مذكرة مقدمة لنيل شهادة الماجستير, جامعة قاصدي مرباح, ورقلة, 2009, ص 32.